



le jour d'après a commencé !

n°16 - 11 décembre 2020

FAISONS TOUT AUTREMENT !

Tout a été dit et redit sur les méfaits de la constitution de la Vème République. **Une constitution monarchique et dépolitisante** qui dépossède les citoyens et les citoyennes de la chose publique, qui concentre les pouvoirs dans les mains d'un seul homme et renforce les phénomènes de verticalité et de délégation de pouvoir à tous les échelons de la société. Nulle part n'existe, à l'avantage de la présidence, un tel déséquilibre entre l'exécutif et le législatif.

LE 5 DÉCEMBRE : PERSONNE AU DESSOUS DU SEUIL DE PAUVRETÉ !

La covid révèle une crise sociale avec plus de pauvreté pour 11 millions de personnes et plus de fortune pour 5% les plus riches. Avec la réforme Pénicaud la situation s'est aggravée pour des centaines de milliers de droits réduits, d'autres sont condamnés aux minima sociaux .

La marche des chômeur-euses est relayée par des syndicats, des associations...pour :

- **tout de suite : abolition de la réforme** , prolongation des droits, fin des contrôles, augmentation massive des minima sociaux pour les laissés pour compte

- **pour tous-tes : une assurance socialisée** qui sécurise les travailleur-euses avec un revenu convenable

Le 5/12 ne sera pas une journée sans lendemain, oubliée des programmes électoraux, du débat politique. Chômage, précarité ont une place centrale dans les luttes pour une société qui prive actionnaires et possédant-es du droit de réduire des femmes et des hommes à la misère. ?

En ces temps de crise aggravée de la représentation politique, les critiques contre cette constitution se sont accumulées depuis plusieurs décennies. Dans notre camp, la nécessité d'une nouvelle constitution fait l'unanimité même si le débat reste ouvert sur son contenu ou ses formes.

Personne ne peut donc ignorer l'importance de cette élection présidentielle. La question qui se pose n'est pas de la contourner mais bien de savoir comment l'aborder, **en indiquant par les actes qu'on veut mettre fin à la constitution de la Vème République** et subvertir cette élection présidentielle.

S'y prendre tout autrement est donc l'essentiel : le « déjà là », en la matière, consiste à poser des actes forts pour faire autrement que les autres : de Macron à Le Pen en passant par la droite « républicaine », tous et toutes sont favorables à la constitution monarchique, instrument idéal pour les droites..

Bien sûr, si s'impose la nécessité de se rassembler à gauche pour éviter un face-à-face mortifère Macron-Le Pen, il est aussi clair que toute démarche de cartel est vouée à l'échec.

Et, en ces temps de crise aggravée de la représentation politique, **ce sont les citoyens et les citoyennes qui doivent être au cœur et à la base de tout processus de désignation des candidatures** à la fois présidentielles et législatives, sur la base d'un projet alternatif promouvant des institutions démocratiques, sociales, écologistes, antiracistes et féministes, et d'un contrat de législature, en y associant toutes les forces politiques intéressées.



C'est cette **démarche à la fois citoyenne et unitaire** qui, seule, peut nous permettre de répondre aux aspirations radicales exprimées dans les mobilisations citoyennes et les mouvements sociaux depuis plusieurs années. C'est aussi ce message qui nous a été envoyé par les nouvelles expressions citoyennes, de Nuit Debout aux Gilets jaunes. Le rapport doit changer entre les propositions politiques et l'ensemble de celles/ceux qui veulent vivre sans subir le néolibéralisme et les atteintes aux libertés : pas d'appel au suivisme mais dialogue ouvert et pluraliste, à la base, partout, sur les priorités et les buts communs. À défaut, la réponse est déjà là : rejet de ces mécaniques institutionnelles et abstention.

A deux ans des échéances électorales présidentielle et législative, nous avons encore le temps d'enclencher un tel processus, de la base au sommet. Il existe par ailleurs des points d'appui, hors sphère politique, pour enrichir les bases d'un tel processus, comme par exemple **les 34 propositions programmatiques faites au printemps dernier par les organisations associatives, environnementales, altermondialistes et syndicales rassemblées dans « Préparons le jour d'après »**, et dans le champ politique, l'appel « 2022 (vraiment) en commun ».

Il n'y a donc pas de justification aujourd'hui à une candidature présidentielle comme celle de Jean-Luc Mélenchon : auto-proclamée, prétendant

soumettre les autres et ne remettant pas en cause radicalement l'esprit de la constitution monarchique. Son premier effet n'est-il pas d'affaiblir, de manière décisive peut être, les démarches visant à rassembler largement en dépassant les logiques partidaires ? Si sa candidature était attendue, comme d'autres le sont, serait-elle légitimée par quelques dizaines de milliers de clics, qu'elle n'en n'apparaîtrait pas moins comme un coup politique, un coup de force. Pour quelle autre raison vouloir clore le débat et refermer toutes les attentes en imposant une candidature d'en haut, alors que **toute candidature doit être l'aboutissement d'un processus démocratique** et non dicté a priori ?

Présentée de cette manière sa candidature est donc exactement à l'opposé de la démarche citoyenne et unitaire indispensable. Elle reproduit les pires travers induits par cette constitution. Et en reproduisant ces travers, elle ne permettrait sans doute pas que se rassemblent toutes celles et tous ceux, bien au-delà de la sphère politique, qui aspirent à une alternative au macronisme tout en faisant barrage à l'extrême-droite.

En 2022, faisons tout autrement !

Le conseil éditorial

ASSEMBLÉE CONSTITUANTE AU CHILI : UNE VICTOIRE DE LA RÉVOLTE POPULAIRE

Le référendum du 25 octobre 2020 pour changer de Constitution est déjà **une victoire pour les manifestant·es de la Révolte populaire** (du 18 octobre 2019 à mars 2020) et le résultat est sans appel.

L'« apruebo » (j'approuve un processus de changement de la Constitution) a obtenu 78,27 % des voix, contre le « rechazo » (je rejette).

Sur celles et ceux qui ont approuvé, 86,67 % ont choisi la Convencion Constitutionnal (contre l'autre option : la Convencion Mixta).

A Paris, pour les Chilien·es de l'étranger : Apruebo : 70 % puis, la Convencion Constitucional : 93 %.

Une véritable Assemblée Constituante, chargée de rédiger une nouvelle constitution, composée de 155 constituant·es, sera élue le 11 avril 2021. **Elle sera paritaire (fruit de la participation active des féministes à la Révolte) et comprendra**

des délégué·es des peuples indigènes (mapuches).

Freins posés par la classe politique déconsidérée et corrompue : les politicard·es avaient tenté de s'accrocher aux branches avec l'option « convencion mixta ». Ceci aurait été un paradoxe : l'Assemblée Constituante aurait inclus des député·es actuel·es, comme membres constituants, à hauteur de 50 % pour changer la Constitution (et 50 % de citoyen·nes) ; la majorité pour agréer les articles de la Nouvelle Constitution est fixée à 2/3 des voix : seuls les partis peuvent présenter des candidat·es aux postes de « constituant·es », ce qui exclu les organisations citoyennes ; un veto contre toute modification des traités internationaux. Pour y répondre, **le « Frente Amplio » (coalition de gauche anti-libérale) a décidé d'ouvrir la moitié des candidatures aux citoyen·nes non adhérent·es aux partis.**

ORIGINE DU PROCESSUS DE NOUVELLE CONSTITUTION :

La revendication d'une nouvelle Constitution existait déjà dans les manifestations des étudiant·es de 2011-12 : partis d'une exigence d'une « éducation gratuite et de qualité », ils/elles s'étaient politisé·es et avaient réclamé une nationalisation du cuivre (comme du temps d' Allende et de l'Unité Populaire de 70 à 73) et une nouvelle constitution pour remplacer celle de Pinochet datant de 1980 (durant la dictature, entre le coup d'État du 11 septembre 1973 et le NO au référendum de Pinochet en 1988). Ce fut la première génération à ne pas avoir connu la dictature, ce qui explique leur courage et inventivité. Quelques retouches avaient été apportés par les gouvernements « démocratiques » (du parti socialiste aux démocrates-chrétiens) sans écorcher le cadre économique et social ultralibéral de Pinochet, conseillé par les « Chicago Boys » : fonds de pensions, casse du code du travail, du droit de grève et du syndicalisme, privatisations (et corruption des militaires) des firmes et du cuivre, éducation, santé et protection sociale privatisées, libre-échange...voir Naomi Klein (La Stratégie du Choc). La société actuelle chilienne est parmi les plus inégalitaires au monde : 1 % de la population détient 26 % du PIB et 50 % des travailleurs·euses touchent un salaire < à 505 €.

Le résultat du référendum constitue une claqué contre toute la classe politique actuelle figée (les mêmes familles-castes dirigent le pays),

déconsidérée et corrompue : un système injuste binominal (favorisant les coalitions) avait pourtant été remplacé par un scrutin proportionnel par Michèle Bachelet.

« No son 30 pesos, son 31 años » (ce n'est pas l'affaire d'une hausse de 30 pesos des tickets de métro mais l'affaire de 30 années de gouvernements au service du capitalisme). La Révolte sociale, démarrée par des lycéen·es, a été massive, permanente du 18 octobre 2019 à mars 2020 (covid oblige), inventive, libérant la parole : **occupations de rues, agoras, auto-organisation du peuple, grève générale du 12 novembre 2019**. Le président Piñera (droite) a répondu par la répression, dénoncée par Michèle Bachelet, commissaire aux droits de l'homme à l'ONU : 26 mort·es, 11 500 blessé·es, 20 645 détenu·es (soutenu·es par le collectif de parrainage des prisonniers politiques de la Révolte (créé en février 2020), viols, couvre-feu...puis a accordé quelques miettes sociales, avant de proposer, pour sauver son existence-même, un référendum avec l'accord des autres partis (dont une partie du Fente Amplio) du 15 novembre 2019.

La nouvelle Constitution ne va pas régler les problèmes économiques et sociaux du pays, n'est pas forcément la fin du néolibéralisme, mais va ouvrir des perspectives de changement politique. Grâce au peuple révolté et mobilisé durant 5 mois. **A lui de poursuivre sa mobilisation et son auto-organisation.**

Ensemble! c'est quoi ?

Ensemble ! est un mouvement politique à l'échelle nationale.

Notre objectif est de contribuer, avec d'autres, à refonder de nouvelles perspectives de transformation de la société : agir pour une alternative sociale, écologique, féministe, internationaliste, altermondialiste en rupture avec la logique capitaliste et productiviste, créer un outil pour l'auto-organisation et l'autogestion, l'unité populaire et l'émancipation.

